



21 décembre 2012

COMMUNIQUE DE PRESSE

A pas de loup...

L'année 2012 s'achève et, avec elle, le « plan loup 2008-2012 ». Pour les éleveurs et pour les finances publiques, le bilan de ce plan censé permettre la cohabitation du loup avec l'élevage est catastrophique. Rien qu'en 2012, le loup, qui est aujourd'hui présent sur près d'un tiers du territoire français, aura tué 5 000 brebis et coûté plus de 10 millions d'euros aux contribuables.

Face à cet échec, les pouvoirs publics semblent enfin disposés à entendre les arguments des éleveurs et à modifier la réglementation afin de mettre en œuvre une gestion efficace de la population de loups. C'est ce que la profession agricole retient du groupe national loup du 19 décembre dernier, piloté par l'Etat et au cours duquel a été discuté le contenu du prochain plan loup pour la période 2013-2017. L'ensemble des participants se sont entendus sur l'objectif de diminution rapide et conséquente de la pression de prédation sur les troupeaux qui est arrivée à un niveau totalement insupportable. Des tirs de défense plus aisés à mettre en œuvre et plus efficaces sont donc indispensables pour protéger les troupeaux.

La FNSEA, JA, la FNO et les Chambres d'agriculture se félicitent que les pouvoirs publics retrouvent du bon sens dans la gestion de ce dossier. Bien sûr, tout ne va pas assez vite et assez loin. Bien sûr, rien n'est encore acquis et nous resterons très vigilants jusqu'à la publication finale du plan en mars prochain. Mais, le 19 décembre, l'Etat a donné un peu d'espoir aux éleveurs. Il ne faut plus les décevoir.

Contacts :

FNSEA : Anaelle MARIE-GRUAZ – 01 53 83 47 06

JA : Cihem GHARBI – 01.42.65.86.16

FNO : Amélie VILLETTE - 01.40.04.51.32

Chambres d'agriculture : Iris ROZE - 01.53.57.10.51